

Faut-il séparer le social et le politique ?

jeudi 11 novembre 2010, par [HAYES Ingrid](#) (Date de rédaction antérieure : 10 novembre 2010).

À la gauche du PS, le débat concernant les rôles respectifs des syndicats et des partis politiques, revient de manière récurrente.

L'ensemble des forces politiques à la gauche du PS se sont impliquées dans le mouvement. C'est évidemment très positif. Mais disons qu'il n'y a pas eu, pour le moins, d'intervention unifiée de ces forces. Le débat ne porte pas tant sur le fond de la réforme que sur la division traditionnelle entre le social et le politique.

Côté Lutte ouvrière, la prudence fut de mise. Le moins que l'on puisse dire est qu'elle ne s'est pas positionnée comme la pointe avancée du mouvement pour la grève générale reconductible. Sans doute faut-il y voir d'abord les conséquences d'une analyse extrêmement pessimiste des rapports de forces, et peut-être d'un mode de fonctionnement qui empêche une réelle réactivité face à une situation aussi surprenante. Mais cela s'est traduit dans les faits par un net retard à l'allumage, une certaine modération dans les slogans et, sur le terrain, un pied sur le frein. Cela a conduit à une absence de critique du dispositif mis en place par l'intersyndicale, ou de volonté de le bousculer.

Le Front de gauche n'est pas apparu avec un profil uni dans le mouvement. Cela dit, le rapport aux directions syndicales constituait un point commun du discours du PCF et du PG. Les deux partis se sont prononcés explicitement pour un soutien acritique aux directions syndicales. Évidemment, et notamment dans un mouvement qui a longtemps été ascendant, et dans lequel l'unité syndicale a constitué un élément décisif, il n'était pas question de faire de la critique des organisations syndicales le point central ou essentiel de l'argumentation, sauf à défendre une orientation de fait défaitiste. Mais la discussion n'est pas seulement tactique. PCF et PG défendent une division des tâches profondément ancrée dans le mouvement ouvrier français : aux syndicats la rue et les mobilisations sociales, aux partis le champ institutionnel et les élections. C'est contestable à plusieurs niveaux.

Il est indéniable que le rythme et les modalités imposées par le cadre intersyndical et notamment l'alliance CGT-CFDT ont pesé sur le mouvement : l'absence de consignes unifiées en termes de grève reconductible a rendu difficile la convergence dans le temps des initiatives des secteurs qui se lançaient, tout cela compliquant singulièrement la perspective d'un mouvement gréviste d'ensemble. Cela ne signifie pas que la grève générale fut à portée de main, les choses sont à l'évidence un peu plus compliquées. Mais cela mérite discussion.

Autonomie des syndicats

L'indépendance syndicale est un acquis qu'on ne peut remettre en cause : c'est au sein des syndicats que se décide l'orientation syndicale. Cela n'empêche pas les partis politiques d'avoir un point de vue sur la stratégie que les organisations syndicales mettent en œuvre. De même, il n'y a pas de champ de compétence réservé, la preuve en est à nouveau faite dans ce mouvement qui voit partis et syndicats s'opposer à la réforme des retraites. Mais la séparation en termes de terrain d'intervention est également artificielle. Le NPA défend l'idée d'une politisation par le biais même des mobilisations comme expériences politiques fondamentales, démontrant la force collective des

salariéEs en lutte, dans des cadres le plus possible auto-organisés. De ce strict point de vue, le fait d'attribuer aux uns la conduite des mobilisations et aux autres la conduite des échéances électorales est absolument mortifère.

C'est pourtant bien ainsi que Jean-Luc Mélenchon a argumenté tout au long du mouvement, puisqu'au soutien sans faille à la ligne Thibault (alors même que le débat sur la stratégie à mener traverse tout le mouvement syndical) s'est ajoutée la proposition d'un référendum. Et loin d'être présenté comme un complément des grèves, il venait plutôt en substitut, en débouché, avec l'idée qu'il faudrait bien laisser à un moment donné la place aux partis et au jeu institutionnel. La stratégie des grandes confédérations en constitue le symétrique : il fallait à tout prix éviter la crise politique voire la crise de régime que supposait la poursuite et l'extension du mouvement, et renvoyer de fait aux échéances de 2012.

Des clarifications apparaissent nécessaires, à l'heure où le débat politique avec le mouvement social est absolument fondamental pour l'avenir du projet que porte le NPA.

Ingrid Hayes

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 77 (11/11/10).